



## Des caméras dans les rues de Fontaine : On n'en veut pas !

« Rêvons notre avenir : A vos utopies! » C'est par ces mots que la mairie de Fontaine nous invite à rejoindre cette année le carnaval organisé par la municipalité dont le thème est : « Rêv'olution ». Mais dans la bouche des élus fontainois, ces mots sonnent faux. Car en guise de « Rêv'olution », Yannick Boulard, maire de Fontaine et Nourdine Sakirda, conseiller municipal délégué à la prévention et à la sécurité publique, préparent en ce moment l'installation de caméras dans nos rues.

**Une ville sous surveillance permanente : est-ce vraiment ce à quoi rêvent les Fontainois et Fontainoises pour leur avenir?**

### CINQ NOUVELLES CAMERAS A FONTAINE :

Dans le dernier numéro de *Fontaine Rive Gauche*, journal de com' de la municipalité, on apprend que **cinq caméras de surveillance vont être installées dans les rues de Fontaine** : « Trois vont s'ajouter à celle déjà mise en place par le SMTC pour surveiller l'arrêt de tram de la place Louis Maisonnat, deux autres sont prévues pour « couvrir » la place des Fontainades. Les enregistrements seront effectués sans discontinuer (24h/24). ». On ne nous dit pas si les caméras seront visionnées en permanence, et qui aura accès aux images, hormis la police nationale. **Ces caméras vont coûter 200 000 euros au total**, dont la moitié sera financée par l'Etat via le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

### LE CYNISME DU PARTI COMMUNISTE FONTAINOIS.

Fontaine. Voilà une municipalité communiste, portée au pouvoir par les classe populaires, dont le premier adjoint se vante de ses origines ouvrières et de sa passion pour les sports de masse... Mais qui préfère financer les grands industriels de la sécurité à hauteur de 100 000 euros, plutôt plutôt que d'utiliser cet argent pour renforcer, sur le terrain, l'action des animateurs jeunesse, de la MJC ou encore des centres sociaux.

Voilà aussi des élus qui pleurnichent dans leur journal mensuel : « [le FIPD] concentre désormais une part essentielle de son budget de prévention de la délinquance (61% en 2010) à la vidéoprotection, laissant aux collectivités territoriales, communes en tête, le soin de se débrouiller avec leurs partenaires pour financer les actions préventives telles que la lutte contre la toxicomanie, la sécurité routière ou encore les dispositifs d'accès aux droits. ». Mais qui acceptent volontiers cet argent de l'Etat lorsqu'il s'agit de financer leur propre dispositif de vidéosurveillance.

Voilà enfin Yanick Boulard, un maire qui se dit de gauche, et qui critique la politique sécuritaire de Sarkozy ; un maire qui conteste la LOPPSI 2, cette loi qui prévoit entre autres de tripler le nombre de caméras de vidéosurveillance en France ; un maire enfin, qui soutient aux cantonales la candidature de Carole Falco-Guérain, élue communiste de Sassenage, elle-même opposée à l'installation de caméras par la droite sur sa commune... Et pourtant, toutes ces belles paroles n'empêchent pas Boulard d'installer des caméras de vidéosurveillance dans sa ville. A leur sujet, il a même la lâcheté de parler de « vidéoprotection », euphémisme forgé par les experts en communication de la droite et des lobbys du sécuritaire, afin de rendre plus acceptable la vidéosurveillance.

Où l'on voit que les beaux discours du Parti Communiste fontainois ne résistent pas à l'exercice du pouvoir.

### VIRAGE SECURITAIRE : APRES LES SOCIALISTES, LES COMMUNISTES ?

En Novembre 2010, sous la pression de ses élus locaux, le Parti Socialiste organise à Créteil un forum national sur la sécurité et rédige un « Pacte national de protection et de sécurité publique ». 22 propositions dans lesquelles le PS reprend à son compte toutes les mesures répressives et sécuritaires de la droite. Au diable les luttes pour l'émancipation et la liberté. Ce qui paye aujourd'hui en termes électoraux, c'est la sécurité. Martine Aubry se justifiait alors : « La sécurité est une liberté fondamentale ».

Ce sont exactement les mots que reprend Boulard dans l'édito du dernier *Fontaine Rive Gauche*. Un hasard?

Alors que le PCF au niveau national affirme (pour combien de temps encore?) son opposition à la vidéosurveillance, Boulard et les élus fontainois commencent à opérer dans leur coin un virage similaire à celui qu'a opéré le PS, et à sacrifier la liberté au tout-sécuritaire. René Proby, maire communiste de Saint Martin d'Hères les a précédé dans cette voie. A quand le virage national du PCF sous la pression des élus locaux isérois?

# POURQUOI IL FAUT REFUSER L'INSTALLATION DES CAMERAS



**Les caméras sont une atteinte à la vie privée.** Nous ne voulons pas être filmés en permanence dans l'espace public. Nous n'avons pas envie que l'on sache à tout moment où nous allons, avec qui nous discutons dans la rue, quelles sont les personnes qui nous rendent visite. **La vie privée est un droit, y compris sur la voie publique.** Vous pensez n'avoir « rien à vous reprocher » ? Mais c'est le pouvoir, pas vous, qui décide ce qu'il a à vous reprocher, de loi sécuritaire en loi sécuritaire. Accepter d'être filmé, c'est accepter d'être « présumé coupable ».



**La vidéo-surveillance, c'est l'institution de la peur.** Les caméras laissent penser qu'il faudrait se méfier de tout le monde. Plus personne ne serait en sécurité. En installant des caméras, **on crée la peur en faisant mine d'y répondre.** Nous sommes tous surveillés car tous considérés comme des délinquants, des criminels, voire des terroristes potentiels : la présomption de culpabilité remplace la présomption d'innocence. Si dix ans de discours sécuritaires ont réussi à imposer un climat de peur, c'est aussi parce que les personnes que vous croisez dans la rue vous sont souvent inconnues, que vous y êtes peut-être seul, dans cette rue, qui n'est plus qu'un passage au lieu d'être un lieu de vie. La transformation de la ville en fourmilière, l'aseptisation des bâtiments et le flux continu rendent les personnes agressives et apeurées. Dans un monde où l'immobilité est à la fois inefficace et suspecte, la peur des autres finit par l'emporter. **Cela, nous pouvons le combattre.**



**Les caméras ne régleront aucun de nos problèmes.** Il est facile et pratique pour les politiques en mal de légitimité, de se présenter comme remparts face à la délinquance. Plus ils sentent leur légitimité s'écrouler, plus ils installent des caméras. C'est pour masquer la vacuité de son programme que la gauche se sent obligée d'appliquer le programme de la droite, et d'en installer à son tour. En instrumentalisant les peurs et les difficultés que peuvent vivre les gens au quotidien (délinquance, violence, dégradations...), et en adoptant des mesures de plus en plus répressives, ils donnent l'impression de nous protéger. Il n'en n'est rien. En installant des caméras ils ne résolvent aucun problème. Si le PC fontainois voulait vraiment s'attaquer à la « délinquance », au lieu de nous filmer dans la rue, il commencerait par s'attaquer à la misère, car c'est de la misère (économique, sociale, culturelle) que naît la "délinquance".



**La vidéosurveillance n'a pas les effets qu'on croit.** En réalité, les caméras ont un effet plus important que celui de faire baisser ou non la délinquance, ou l'insécurité, ou n'importe quel autre mythe : elles privatisent l'espace public, sur l'argent public. **Nous payons les industriels de la « sécurité », pour faire de nos quartiers des espaces dans lesquels nous ne sommes plus les bienvenus.** Car les caméras envoient un message clair au passant : « ici, il faut être riche, bien habillé, consommer et circuler ; les autres, passez votre chemin ».



**Une caméra, puis deux, puis trois, ... puis 60 000.** Prenons l'exemple de Grenoble. Début 2010, la mairie installe en douce une quinzaine de caméras, notamment sur le parcours des manifestations. Peu de temps après, les habitants découvrent que la mairie prévoit d'en implanter de nouvelles au Jardin de Ville, à la Capuche, et au Village Olympique (19 supplémentaires). Pour endormir les opposants, la mairie explique qu'il ne s'agit là que d'une *expérimentation*, et qu'elle ne sera pas étendue sans une étude de l'impact des caméras. Quelques mois plus tard, en novembre 2010, alors que les caméras de la prétendue expérimentation ne sont pas encore installées, la mairie annonce sa volonté d'en installer sur tous les bâtiments municipaux : écoles, MJC, bibliothèques... A Fontaine, cela se passera de la même manière : **si nous ne refusons pas ces 5 caméras, ils en installeront partout.** L'« expérimentation » sécuritaire ne fait jamais marche arrière...

**Nous n'avons pas besoin de caméras dans nos rues, et nous n'en voulons pas.  
Parce que nous ne voulons pas vivre en liberté surveillée, prenons-les au mot :  
Rêvons notre avenir : démontons les caméras !**